

mais encore sur l'ouverture imminente d'une vaste crise révolutionnaire. Or, même dans cette hypothèse, vue la faible implantation de l'avant-garde organisée, l'existence de fortes organisations ouvrières et la présence en leur rang de militants révolutionnaires constitueraient un atout précieux.

b) ou bien on considère que le degré d'intégration syndical varie selon les conditions locales de la branche et de la région, que la question syndical est pour les militants révolutionnaires une question tactique — ce qui est vrai — et qu'en conséquence il n'y a pas de politique nationale vis-à-vis des syndicats mais seulement des attitudes tactiques pouvant varier d'usine à usine. D'une part une telle attitude ne donne aucune perspective nationale sinon celle de la position précédente à savoir : dès à présent, le travail essentiel consiste à organiser le courant critique face aux appareils et la bataille dans les syndicats est une bataille tactique d'arrière-garde que l'on peut à la rigueur mener ici ou là.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de définir une position nationale rigide et impérative à tout moment et en tout lieu. Il y aura des endroits où nous serons en avance, où le développement inégal de l'organisation nous permettra de regrouper autour de nous des organes de masse (voir comment le problème se pose dans le cas particulier du syndicalisme enseignant). Mais cela ne nous dispense pas de définir l'attitude tactique centrale qui doit servir d'axe à notre intervention. La réalité de ce problème peut être illustrée de la façon suivante : si, placés à la tête d'une section syndicale d'entreprise, nous nous faisons exclure en bloc du syndicat en emportant une base importante, est-ce que nous créons une C.G.T.U. ou un nouveau syndicat « rouge » ? Est-ce que nous essayons de généraliser l'expérience ? Réponse : oui, nous créons une C.G.T.U., nous refusons de nous laisser dissoudre et nous restons organisés pour continuer la lutte. **Mais nous nous battons en tant que C.G.T.U. pour la réintégration dans le syndicat !**

c) ou bien nous pensons devoir développer un travail de syndicalisation et de renforcement critique des syndicats en fonction des raisons précédemment exposées.

— Est-ce que cela implique que nous nous mettions à la remorque des appareils syndicaux ? Non. Nous expliquons que la meilleure façon de renforcer les syndicats c'est de défendre leur indépendance par rapport à l'Etat. Et que la meilleure façon de défendre cette indépendance, c'est (plutôt que d'aboyer après les pontes et les bonzes) d'exiger la démocratie ouvrière, le débat et l'information dans le syndicat. De plus, à l'occasion de chaque lutte, nous mettons en avant la proposition de créer des organes de lutte, groupant syndiqués et non-syndiqués, pour que les travailleurs eux-mêmes dirigent et organisent leur propre lutte. Enfin nous proposons une perspective organisationnelle : la fraction syndicale, sur une base d'opposition politique à la ligne des directions.

— Est-ce que cela implique que nous cherchions des responsabilités syndicales, des postes dans l'appareil, au risque d'être contraints de mener la politique collaborationniste des directions ? La question est abstraite. Nous ne cherchons pas les responsabilités pour les responsabilités et nous ne pensons pas conquérir l'appareil de l'intérieur. Nous ne prenons de responsabilités que dans le cas où cela correspond à une réelle audience de masse et où nos camarades ne risquent pas d'être aspirés par l'appareil. La prise de responsabilités syndicales n'est qu'un moyen de pénétration dans la classe ouvrière, une position conquise qui nous permet d'organiser des luttes et de recruter pour l'avant-garde au travers de ces luttes. La question des responsabilités syndicales n'est pas une question de principe.

— Enfin, renforcer les syndicats, est-ce que cela signifie que nous pensions pouvoir les redresser ? Absolument pas. Nous connaissons les liens du P.C. et de la C.G.T. et nous ne pensons pas que l'une soit plus redressable que l'autre. Toutefois, elle organise encore les luttes et elle constitue pour nous une des principales voies d'accès aux masses. Nous pensons que plus tard, pris entre les tenailles de l'intégration et de la répression, étranglé par ses propres contradictions, le mouvement syndical devra éclater, que ses forces devront se réorganiser et se redistribuer. Nous travaillons dans cette idée, mais nous ne pouvons préjuger des conditions de cet éclatement ou de cette scission. Remarquons toutefois que l'hypothèse de créer une tendance dans la C.G.T. est gratuite. Gratuite parce que la répression de l'appareil ne permet que de travailler en fraction. Mais cette répression n'est pas une simple donnée technique, elle est donnée politique qui témoigne du fait que la C.G.T. ne se laissera pas démocratiquement redresser. Il en résulte la nécessité d'un travail de fraction qui signifie déjà se préparer à l'éventualité d'une scission, ou plus vraisemblablement d'une exclusion dans les conditions qui nous soient les moins défavorables.

En conséquence, la perspective de la fraction syndicale est juste dans la mesure où :

— elle nous permet de répondre à la contradiction entre le besoin de renforcer les organisations ouvrières et la nécessité de lutter contre leur direction ;

— elle est cohérente par rapport aux perspectives d'évolution probable d'un mouvement ouvrier confronté à l'Etat fort ;

— elle s'adresse aux militants ouvriers que nous sommes susceptibles de toucher aujourd'hui. Dans l'immédiat, après Mai, nous nous adressons à un niveau directement politique à une frange ouvrière à peine arrachée à l'emprise du P.C.F. Nous lui proposons la structure intermédiaire des « Taupes Rouges ». Aujourd'hui, cette frange soit, s'est évanouie, soit a été reprise en main par les syndicats, soit a été recrutée par les organisations d'avant-garde. Les militants que nous pouvons toucher sont des militants assez chevronnés pour continuer la lutte en évitant la reprise en main par les appareils ; ce sont principalement des militants syndicalistes qui attendent avec méfiance que nous fassions la preuve de notre efficacité. La fraction syndicale comme moyen de briser leur isolement, d'épauler leur intervention, de préciser leur orientation, paraît être la meilleure structure d'accueil que nous puissions leur proposer. Les « Taupes rouges » qui subsistent aujourd'hui sont soit des bulletins interentreprises (Tarbes), soit des feuilles d'agitation larges sans perspectives organisationnelles (Toulouse), soit de simples feuilles de boîte. Le travail d'implantation repose davantage sur la combinaison de la feuille d'entreprise et du bulletin syndical.

La fraction syndicale s'exprimera par l'intermédiaire d'un tel bulletin dont la diffusion sera restreinte en raison des risques de répression : il faut que les camarades associés à la fraction soient politiquement assez sûrs pour ne pas faire courir de risque à l'ensemble du groupe. La fraction demeure donc une fraction de la Ligue, sous contrôle de ses directions. Elle est ouverte aux sympathisants proches, prêts à faire avec nous, en connaissance de cause un travail syndical sur notre ligne et sous notre contrôle. Le bulletin est publié nationalement et distribué par les directions de ville en nombre exactement nécessaire. La perspective est de créer des groupes d'entreprise du bulletin et donner par là une dimension nationale à leur travail.

Une claire conscience de notre réalité organisationnelle et de l'état d'esprit des masses est nécessaire pour éviter le double écueil du sectarisme à l'égard du mouvement syndical et du fétichisme envers les syndicats. Les syndicats ne sont pas, pour nous, une fin, mais un moyen. Pour conquérir l'audience des masses, une lutte acharnée dans les syndicats est nécessaire. L'actuel rapport de force au sein de la classe ouvrière entre nos propres possibilités organisationnelles et la puissance des syndicats sous contrôle stalinien ne nous permet pas de contourner l'obstacle et d'esquiver l'épreuve. Nous l'abordons avec un moral de conquérant et non avec la résignation de l'éternel minoritaire.